

Session 9

Le casse-tête de l'emploi

Parick Geoffron

Cercle des économistes

Investir pour inventer les emplois de demain ! L'obligation est aussi impérieuse ... qu'épineuse, après une demi-douzaine d'années d'une crise qui s'étire en longueur et alors que la maîtrise des dettes souveraines entrave les politiques publiques et inhibe les entreprises. Dans le monde merveilleux dépeint dans le « théorème » du Chancelier Schmidt, le profit devait donner naissance à l'investissement, et l'investissement à l'emploi. Mais cette filiation est tortueuse : selon que l'investissement vise à étendre les capacités ou à améliorer la productivité, des emplois seront créés demain ... ou bien plus tard. Et, dans un monde ouvert, ces emplois naîtront ici ... ou bien ailleurs. Le paysage européen illustre cette généalogie contrariée entre investissements et emplois : alors que, pendant toute la décennie 2000, les entreprises espagnoles ont investi 5 points de PIB de plus que les allemandes, en 2014 le taux de chômage est de 25% en Espagne, soit près de 20% au-dessus du niveau observé en Allemagne.

Convenons que les obstacles à la création d'emplois ne seront pas levés par un seul appel volontariste à l'investissement. Pour en juger, observons tout d'abord ce qu'est le chômage en cette « fin » de crise.

Le chômage au milieu des années 2010 et le syndrome d'une reprise anémique en emplois

Le bilan annuel de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)¹ offre une vision panoramique sur l'état de l'emploi et établit que 200 millions de personnes sont actuellement au chômage dans le monde, parmi lesquelles 75 millions ont moins de 25 ans. Sous l'effet de la crise, le déficit en emplois s'est creusé d'environ 60 millions, les 2/3 venant accroître le nombre de chômeurs et le dernier tiers s'évanouissant parmi les travailleurs découragés. L'OIT ne prévoit pas d'inversion de la courbe avant la fin de la décennie, avec l'addition d'une quinzaine de millions de chômeurs à cet horizon.

Les pays de l'OCDE concentrent la montée du chômage avec un taux de 8,5%, contre 5,8 % en 2007, tandis que pour les pays en développement et émergents, le niveau est à nouveau celui d'avant-crise (autour de 5,4%). Mais si l'Europe regroupe les économies affrontant les dégradations les plus aigües, six années auront tout de même été nécessaires à l'économie américaine pour retrouver son volume d'emplois d'avant-crise, en mai 2014. Mais comme, entre-temps, la population américaine a augmenté de 7%, le déficit en emplois reste d'au moins 5 millions.

Dernier « enseignement », la crise a provoqué des migrations importantes : en 2013, plus de 230 millions de travailleurs vivaient dans un pays différent de leur pays de naissance, en hausse de 57 millions en une décennie. Phénomène nouveau, la crise de la zone euro a même induit des migrations internes à l'Union. À l'avenir, ces mouvements devraient majoritairement s'opérer du Sud au Sud, sachant que 90% des emplois créés au cours des cinq prochaines années le seront dans les pays émergents.

¹ OIT (2014), Tendances mondiales de l'emploi, 2014.

Investir pour l'emploi : bâtir sur les leçons de la crise

Considéré d'un point de vue macroéconomique, ce constat d'un déficit en emplois aggravé n'est pas mystérieux : la croissance économique mondiale a été de 3 % en 2013, très en deçà de la moyenne des années 2000 à 2007 (4,2%) et insuffisante pour absorber les 42 millions nouveaux entrants sur le marché du travail.

Le bon lissage dans le temps des efforts d'assainissement budgétaire est sans doute le premier levier pour intégrer ces nouveaux arrivants sur le marché du travail. Mais, au-delà du réglage de politiques macro-économiques, cette période de crise laisse entrevoir des enseignements plus durables sur l'orientation des efforts « d'investissement ». Retenons en quelques-uns, sous la forme d'une liste « ouverte », pour alimenter le débat.

– L'investissement dans la formation du capital humain est une condition nécessaire... mais non suffisante. Le niveau d'éducation s'améliore dans la plupart des pays en développement, avec la clé un décalage grandissant avec la nature des emplois disponibles. Ce « hiatus » à la source du début des printemps arabes en Tunisie ; il explique aussi le tropisme qui conduit les jeunes diplômés de l'Europe du sud à rechercher des emplois plus au nord dans l'UE. La surqualification devient un marqueur des marchés du travail au XXI^{ème} siècle², pointant les limites des politiques de libre-échange qui, sans diversification des spécialisations, dévalorisent le capital humain.

– L'investissement dans les « politiques actives » du marché du travail doit être renforcé. Les efforts dans l'OCDE pour soutenir ces politiques sont très hétérogènes : 0,6% du PIB en moyenne, contre 1,1% pour les pays les plus actifs (notamment du nord de l'Europe). Or, la crise a provoqué un phénomène d'obsolescence des compétences (chômage de longue durée) et d'éviction (travailleurs découragés).

– Les investissements en R&D sont un marqueur de la capacité de résistance et de résilience. Dans la zone euro, les premières économies à avoir décroché sont également celles dont le niveau de R&D était le plus faible : entre 1% et 1,5% du PIB pour la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et l'Irlande, alors même que ces économies avaient pourtant des taux de croissance soutenus jusqu'à la crise.

– L'investissement des jeunes entreprises est resté (comparativement) riche en emplois : pendant toute la durée de la crise, y compris au plus fort du choc entre 2008 et 2010, les entreprises de moins de 5 ans ont créé plus d'emplois qu'elles n'en ont détruits, contrairement aux entreprises plus anciennes. Le stéréotype de la « destruction créatrice » aura plutôt bien traversé ces temps incertains³.

– Les technologies « bas carbone » seront au cœur de la prochaine vague d'investissements : pour limiter l'accroissement de la température à 2°C, environ 25 000 milliards dollars d'investissements cumulés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique devront être réalisés d'ici à 2035⁴. Pour une Europe en quête de stratégie de rebond industriel, un effort annuel de 300 milliards d'euros d'investissements devra être soutenu jusqu'en 2050 pour réussir une transition destinée à réduire les émissions de CO₂ de 80%. En gardant à l'esprit que le changement

² Quintini, G. (2014), "Skills at Work: How Skills and their Use Matter in the Labour Market", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 158

³ Criscuolo, C., P. N. Gal and C. Menon (2014), "The Dynamics of Employment Growth: New Evidence from 18 Countries", *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 14

⁴ AIE (2014), "World Energy Investment Outlook".

climatique annonce des temps économiques plus chaotiques encore que la crise dont nous sortons à grand-peine⁵.

⁵ Stern N. (dir.) (2006), The Stern Review Report : the Economics of Climate Change, London, HM Treasury.